

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 21 ΜΑΡΤΙΟΥ 1984 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 32

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1426

Για την κύρωση του Ευρωπαϊκού Κοινωνικού Χάρτη.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ο Ευρωπαϊκός Κοινωνικός Χάρτης που υπογράφτηκε στο Τουρίνο της Ιταλίας στις 18 Οκτώβρη 1961, του οποίου το κείμενο, στο γαλλικό πρωτότυπο και την ελληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο :

CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

Les gouvernements signataires, membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l' Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social, notammemt par la défense et le développement des droits de l' homme et des libertés fondamentales :

Considérant qu' aux termes de la Convention de sauvegarde des Droits de l' Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et du Protocole additionnel à celle-ci signé à Paris le 20 mars 1952, les Etats membres du Conseil de l' Europe sont convenus d' assurer à leurs populations les droits civils et politiques et les libertés spécifiés dans ces instruments; Considérant que la jouissance des droits sociaux doit être assurée sans discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l' opinion politique, l' ascendance nationale ou l' origine sociale ;

Résolus à faire en commun tous efforts en vu d' améliorer le niveau de vie et de promouvoir le bien-être de toutes les catégories de leurs populations, tant rurales qu' urbaines, au moyen d' institutions et de réalisations appropriées,

Sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

Les Parties Contractantes reconnaissent comme objectif d' une politique qu' Elles poursuivront par tous les moyens utiles, sur les plans national et international, la réalisation de conditions propres à assurer l' exercice effectif des droits et principes suivants :

1. Toute personne doit avoir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement entrepris.
2. Tous les travailleurs ont droit à des conditions de travail équitables.
3. Tous les travailleurs ont droit à la sécurité et à l' hygiène dans le travail.
4. Tous les travailleurs ont droit à une rémunération équitable leur assurant, ainsi qu' à leurs familles, un niveau de vie satisfaisant.
5. Tous les travailleurs et employeurs ont le droit de s' associer librement au sein d' organisations nationales ou internationales pour la protection de leurs intérêts économiques et sociaux.
6. Tous les travailleurs et employeurs ont le droit de négocier collectivement.
7. Les enfants et les adolescents ont droit à une protection spéciale contre les dangers physiques et moraux auxquels ils sont exposés.
8. Les travailleuses, en cas de maternité, et les autres travailleuses, dans des cas appropriés, ont droit à une protection spéciale dans leur travail.
9. Toute personne a droit à des moyens appropriés d' orientation professionnelle, en vue de l' aider à choisir une profession conformément à ses aptitudes personnelles et à ses intérêts.
10. Toute personne a droit à des moyens appropriés de formation professionnelle.
11. Toute personne a le droit de bénéficier de toutes les mesures lui permettant de jouir du meilleur état de santé qu'elle puisse atteindre.
12. Tous les travailleurs et leurs ayants droit ont droit à la securité sociale.
13. Toute personne démunie de ressources suffisantes a droit à l' assistance sociale et médicale.
14. Toute personne a le droit de bénéficier de services sociaux qualifiés.
15. Toute personne invalide a droit à la formation professionnelle et à la réadaptation professionnelle et sociale, quelles que soient l' origine et la nature de son invalidité.
16. La famille, en tant que cellule fondamentale de la société a droit à une protection sociale, juridique et économique appropriée pour assurer son plein développement.
17. La mère et l' enfant, indépendamment de la situation matrimoniale et des rapports familiaux, ont droit à une protection sociale et économique appropriée.

18. Les ressortissants de l' une des Parties Contractantes ont le droit d' exercer sur le territoire d' une autre Partie toute activité lucrative, sur un pied d' égalité avec les nationaux de cette dernière, sous réserve des restrictions fondées sur des raisons sérieuses de caractère économique ou social.

19. Les travailleurs migrants ressortissants de l' une des Parties Contractantes et leurs familles ont droit à la protection et à l' assistance sur le territoire de toute autre Partie Contractante.

PARTIE II

Les Parties Contractantes s' engagent à se considérer comme liées, ainsi que prévu à la partie III, par les obligations résultant des articles et des paragraphes ci-après.

Article Ier

Droit au travail

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit au travail, les Parties Contractantes s' engagent :

1. à reconnaître comme l' un de leurs principaux objectifs et responsabilités la réalisation et le maintien du niveau le plus élevé et le plus stable possible de l' emploi en vue de la réalisation du plein emploi ;

2. à protéger de façon efficace le droit pour le travailleur de gagner sa vie par un travail librement entrepris ;

3. à établir ou à maintenir des services gratuits de l' emploi pour tous les travailleurs ;

4. à assurer ou à favoriser une orientation, une formation et une réadaptation professionnelles appropriées.

Article 2

Droit à des conditions de travail équitables

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à des conditions de travail équitables, les Parties Contractantes s' engagent :

1. à fixer une durée raisonnable au travail journalier et hebdomadaire, la semaime de travail devant être progressivement réduite pour autant que l' augmentation de la productivité et les autres facteurs entrant en jeu le permettent ;

2. à prévoir des jours fériés payés ;

3. à assurer l' octroi d' un congé payé annuel de deux semaines au minimum ;

4. à assurer aux travailleurs employés à des occupations dangereuses ou insalubres déterminées soit une réduction de la durée du travail, soit des congés payés supplémentaires ;

5. à assurer un repos hebdomadaire qui coïncide autant que possible avec le jour de la semaine reconnu comme jour de repos par la tradition ou les usages du pays ou de la région.

Article 3

Droit à la sécurite et à l' hygiène dans le travail

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à la sécurité et à l' hygiène dans le travail, les Parties Contractantes s' engagent :

1. à édicter des règlements de sécurité et d' hygiène ;

2 . à édicter des mesures de contrôle de l' application de ces règlements ;

3. à consulter, lorsqu' il y a lieu, les organisations d' employeurs et de travailleurs sur les mesures tendant à améliorer la sécurité et l' hygiène du travail.

Article 4

Droit à une rémunération équitable

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à une rémunération équitable, les Parties Contractantes s' engagent :

1. à reconnaître le droit des travailleurs à une rémunération suffisante pour leur assurer, ainsi qu' à leurs familles, un niveau de vie décent ;

2. à reconnaître le droit des travailleurs à un taux de rémunération majoré pour les heures de travail supplémentaires, exception faite de certains cas particuliers ;

3. à reconnaître le droit des travailleurs masculins et féminins à une rémunération égale pour un travail de valeur égale ;

4. à reconnaître le droit de tous les travailleurs à un délai de préavis raisonnable dans le cas de cessation de l' emploi ;

5. à n' autoriser des retenues sur les salaires que dans les conditions et limites prescrites par la législation ou la réglementation nationale ou fixées par des conventions collectives ou des sentences arbitrales.

L' exercice de ces droits doit être assuré soit par voie de conventions collectives librement conclues, soit par des méthodes légales de fixation des salaires, soit de toute autre manière appropriée aux conditions nationales.

Article 5

Droit syndical

En vue de garantir ou de promouvoir la liberté pour les travailleurs et les employeurs de constituer des organisations locales, nationales ou internationales, pour la protection de leurs intérêts économiques et sociaux et d' adhérer à ces organisations, les Parties Contractantes s' engagent à ce que la législation nationale ne porte pas atteinte, ni ne soit appliquée de manière à porter atteinte à cette liberté. La mesure dans laquelle les garanties prévues au présent article s' appliqueront à la police sera déterminée par la législation ou la réglementation nationale. Le principe de l' application de ces garanties aux membres des forces armées et la mesure dans laquelle elles s' appliqueraient à cette catégorie de personnes sont également détérminés par la législation ou la réglementation nationale.

Article 6

Droit de négociation collective

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit de négociation collective, les Parties Contractantes s' engagent :

1. à favoriser la consultation paritaire entre travailleurs et employeurs ;

2. à promouvoir, lorsque cela est nécéssaire et utile l' institution de procédures de négociation volontaire entre les employeurs ou les organisations d' employeurs, d' une part, et les organisations de travailleurs, d' autre part, en vue de régler les conditions d' emploi par des conventions collectives ;

3. à favoriser l' institution et l' utilisation de procédures appropriées de conciliation et d' arbitrage volontaire pour le réglement des conflits du travail ;

et reconnaissent :

4. le droit des travailleurs et des employeurs à des actions collectives en cas de conflits d' intérêt, y compris le droit de grève, sous réserve des obligations qui pourraient résulter des conventions collectives en vigueur.

Article 7

Droit des enfants et des adolescents à la protection

En vue d' assuser l' exercice effectif du droit des enfants et des adolescents à la protection, les Parties Contractantes s' engagent :

1. à fixer à 15 ans l' âge minimum d' admission à l' emploi, des dérogations étant toutefois admises pour les enfants employés à des travaux légers déterminés qui ne risquent pas de porter atteinte à leur santé, à leur moralité ou à leur éducation ;

2. à fixer un âge minimum plus élevé d' admission à l' emploi pour certaines occupations déterminées considérées comme dangereuses ou insalubres ;

3. à interdire que les enfants encore soumis à l' instruction obligatoire soient employés à des travaux qui les privent du plein bénéfice de cette instruction;

4. à limiter la durée du travail des travailleurs de moins de 16 ans pour qu' elle corresponde aux exigences de leur développement et, plus particulièrement, aux besoins de leur formation professionnelle;

5. à reconnaître le droit des jeunes travailleurs et apprentis à une rémunération équitable ou à une allocation appropriée;

6. à prévoir que les heures que les adolescents consacrent à la formation professionnelle pendant la durée normale du travail avec le consentement de l' employeur seront considérées comme comprises dans la journée de travail;

7. à fixer à trois semaines au minimum la durée des congés payés annuels des travailleurs de moins de 18 ans;

8. à interdire l' emploi des travailleurs de moins de 18 ans à des travaux de nuit, exception faite pour certains emplois déterminés par la législation ou la réglementation nationale;

9. à prévoir que les travailleurs de moins de 18 ans occupés dans certains emplois déterminés par la législation ou la réglementation nationale doivent être soumis à un contrôle médical régulier;

10. à assurer une protection spéciale contre les dangers physiques et moraux auxquels les enfants et les adolescents sont exposés, et notamment contre ceux qui résultent d' une façon directe ou indirecte de leur travail.

Article 8

Droit des travailleuses à la protection

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit des travailleuses à la protection, les Parties Contractantes s' engagent:

1. à assurer aux femmes, avant et après l' accouchement, un repos d' une durée totale de 12 semaines au minimum, soit par un congé payé, soit par des prestations appropriées de sécurité sociale ou par des fonds puplics;

2. à considérer comme illégal pour un employeur de signifier son licenciement à une femme durant l' absence en congé de maternité ou à une date telle que le délai de préavis expire pendant cette absence;

3. à assurer aux mères qui allaitent leurs enfants des pauses suffisantes à cette fin;

4. a. à réglementer l'emploi de la main–d' oeuvre féminine pour le travail de nuit dans les emplois industriels;

b. à interdire tout emploi de la main–d'œuvre féminine à des travaux de sous-sol dans les mines et, s' il y a lieu, à tous travaux ne convenant pas à cette main–d' œuvre en raison de leur caractère dangereux, insalubre ou pénible.

Article 9

Droit à l' orientation professionnelle

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à l' orientation professionnelle, les Parties Contractantes s' engagent à procurer ou promouvoir, en tant que de besoin, un service qui aidera toutes les personnes, y compris celles qui sont handicapées, à resoudre les problèmes relatifs au choix d' une profession ou à l' avancement professionnel, compte tenu des caractéristiques de l' intéressé et de la relation entre celles-ci et les possibilités du marché de l' emploi; cette aide devra être fournie, gratuitement, tant aux jeunes, y compris les enfants d' âge scolaire, qu' aux adultes .

Article 10

Droit à la formation professionnelle

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à la formation professionnelle, les Parties Contractantes s' engagent:

1. à assurer ou à favoriser, en tant que de besoin, la formation technique et professionnelle de toutes les personnes, y compris celles qui sont handicapées, en consultation avec les organisations professionnelles d' employeurs et de travailleurs, et à accorder des moyens permettant l' accès à l' enseignement technique supérieur et à l' enseignement universitaire d' après le seul critère de l' aptitude individuelle;

2. à assurer ou à favoriser un système d' apprentissage et d' autres systèmes de formation des jeunes garçons et filles, dans leurs divers emplois;

3. à assurer ou à favoriser, en tant que de besoin :

a. des mesures appropriées et facilement accessibles en vue de la formation des travailleurs adultes;

b. des mesures spéciales en vue de la rééducation professionnelle des travailleurs adultes, rendue nécessaire par l' évolution technique ou par uno orientation nouvelle du marché du travail.

4. à encourager la pleine utilisation des moyens prévus par des dispositions appropriées telles que :

a. la réduction ou l' abolition de tous droits et charges;

b. l' octroi d' une assistance financière dans les cas appropriés;

c. l' inclusion dans les heures normales de travail du temps consacré aux cours supplémentaires de formation suivis pendant l' emploi par le travailleur à la demande de son employeur;

d. la garantie, au moyen d' un contrôle approprié, en consultation avec les organisations professionnelles d' employeurs et de travailleurs, de l' efficacité du système d' apprentissage et de tout autre système de formation pour jeunes travailleurs et, d' une manière générale, de la protection adéquate des jeunes travailleurs.

Article 11

Droit à la protection de la santé

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à la protection de la santé, les Parties Contractantes s' engagent à prendre, soit directement, soit en coopération avec les organisations publiques et privées, des mesures appropriées tendant notamment :

1. à éliminer, dans la mesure du possible, les causes d' une santé déficiente;

2. à prevoir des services de consultation et d' éducation pour ce qui concerne l' amélioration de la santé et le développement du sens de la responsabilité individuelle en matière de santé;

3. à prévenir, dans la mesure du possible, les maladies épidémiques, endémiques et autres.

Article 12

Droit à la sécurité sociale

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à la sécurité sociale, les Parties Contractantes s' engagent;

1. à établir ou à maintenir un régime de sécurité sociale;
2. à maintenir le régime de sécurité sociale à un niveau satisfaisant, au moins égal à celui nécessaire pour la ratification de la Convention internationale du Travail (nº 102) concernant la norme minimum de la sécurité sociale;
3. à s' efforcer de porter progressivement le régime de sécurité sociale à un niveau plus haut;
4. à prendre des mesures, par la conclusion d' accords bilatéraux ou multilatéraux appropriés ou par d' autres moyens, et sous réserve des conditions arrêtées dans ces accords, pour assurer:
   a. l' égalité de traitement entre les nationaux de chacune des Parties Contractantes et les ressortissants des autres Parties en ce qui concerne les droits à la sécurité sociale, y compris la conservation des avantages accordés par les législations de sécurité sociale, quels que puissent être les déplacements que les personnes protégées pourraient effectuer entre les territoires des Parties Contractantes;
   b. l' octroi, le maintien et le rétablissement des droits à la sécurité sociale par des moyens tels que la totalisation des périodes d' assurance ou d' emploi accomplies conformément à la législation de chacune des Parties Contractantes.

Article 13

Droit à l' assistance sociale et médicale

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à l' assistance sociale et médicale, les Parties Contractantes s' engagent:

1. à veiller à ce que toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes et qui n' est pas en mesure de se procurer celles-ci par ses propres moyens ou de les recevoir d' une autre source, notamment par des prestations résultant d' un régime de sécurité sociale, puisse obtenir une assistance appropriée et, en cas de maladie, les soins nécessités par son état;
2. à veiller à ce que les personnes bénéficiant d' une telle assistance ne souffrent pas, pour cette raison, d' une diminution de leurs droits politiques ou sociaux;
3. à prévoir que chacun puisse obtenir, par des services compétents de caractère public ou privé, tous conseils et toute aide personnelle nécessaires pour prévenir, abolir ou alléger l' état de besoin d' ordre personnel et d' ordre familial;
4. à appliquer les dispositions visées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, sur un pied d' égalité avec leurs nationaux, aux ressortissants des autres Parties Contractantes se trouvant légalement sur leur territoire, conformément aux obligations qu' Elles assument en vertu, de la Convention européenne d' assistance sociale et médicale, signée à Paris le 11 décembre 1953.

Article 14

Droit au bénéfice des services sociaux

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à bénéficier des services sociaux, les Parties Contractantes s' engagent:

1. à encourager ou organiser les services utilisant les méthodes propres au service social et qui contribuent au bien-être et au développement des individus et des groupes dans la communauté ainsi qu' à leur adaptation au milieu social;
2. à encourager la participation des individus et des organisations bénévoles ou autres à la création ou au maintien de ces services.

Article 15

Droit des personnes physiquement ou mentalement diminuées à la formation professionnelle et à la réadaptation professionnelle et sociale

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit des personnes physiquement ou mentalement diminuées à la formation professionnelle et à la réadaptation professionnelle et sociale, les Parties Contractantes s' engagent:

1. à prendre des mesures appropriées pour mettre à la disposition des intéressés des moyens de formation professionnelle, y compris, s' il y a lieu, des institutions spécialisées de caractère public ou privé;
2. à prendre des mesures appropriées pour le placement des personnes physiquement diminuées, notamment au moyen de services spécialisés de placement, de possililités d' emploi protégé et de mesures propres à encourager les employeurs à embaucher des personnes physiquement diminuées.

Article 16

Droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique

En vue de réaliser les conditions de vie indispensables au plein épanouissement de la famille, cellule fondamentale de la société, les Parties Contractantes s' engagent à promouvoir la protection économique, juridique et sociale de la vie de famille, notamment par le moyen de prestations sociales et familiales, de dispositions fiscales, d' encouragement à la construction de logements adaptés aux besoins des familles, d' aide aux jeunes foyers, ou de toutes autres mesures appropriées.

Article 17

Droit de la mère et de l' enfant à une protection sociale et économique

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit de la mère et de l' enfant à une protection sociale et économique, les Parties Contractantes prendront toutes les mesures nécessaires et appropriées à cette fin, y compris la création ou le maintien d' institutions ou de services appropriés.

Article 18

Droit à l' exercise d' une activité lucrative sur le territoire des autres Parties Contractantes

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit à l' exercice d' une activité lucrative sur le territoire de toute autre Partie Contractante, les Parties Contractantes s' engagent :

1. à appliquer les règlements existants dans un esprit libéral;
2. à simplifier les formalités en vigueur et à réduire ou supprimer les droits de chancellerie et autres taxes payables par les travailleurs étrangers ou par leurs employeurs;
3. à assouplir, individuellement ou collectivement, les réglementations régissant l' emploi des travailleurs étrangers;

et reconnaissent:

4. le droit de sortie de leurs nationaux désireux d' exercer une activité lucrative sur le territoire des autres Parties Contractantes.

Article 19

Droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l' assistance

En vue d' assurer l' exercice effectif du droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l' assistance sur le territoire de toute autre Partie Contractante, les Parties Contractantes s' engagent:

1. à maintenir ou à s' assurer qu' il existe des services gratuits appropriés chargés d' aider ces travailleurs et, notamment, de leur fournir des informations exactes et à prendre toutes mesures utiles, pour autant que la législation et la réglementation nationales le permettent, contre toute propagande trompeuse concernant l' émigration et l' immigration;

2. à adopter, dans les limites de leur juridiction, des mesures appropriées pour faciliter le départ, le voyage et l' accueil de ces travailleurs et de leurs familles, et à leur assurer, dans les limites de leur juridiction, pendant le voyage, les services sanitaires et médicaux nécessaires, ainsi que de bonnes conditions d' hygiène;

3. à promouvoir la collaboration, suivant les cas, entre les services sociaux, publics ou privés, des pays d' émigration et d' immigration;

4. à garantir à ces travailleurs se trouvant légalement sur leur territoire, pour autant que ces matières sont régies par la législation ou la réglementation ou sont soumises au contrôle des autorités administratives, un traitement non moins favorable qu' à leurs nationaux en ce qui concerne les matières suivantes:

a. la rémunération et les autres conditions d' emploi et de travail;

b. l' affiliation aux organisations syndicales et la jouissance des avantages offerts par les conventions collectives;

c. le logement;

5. à assurer à ces travailleurs se trouvant légalement sur leur territoire un traitement non moins favorable qu' à leurs propres nationaux en ce qui concerne les impôts, taxes et contributions afférents au travail, perçus au titre du travailleur;

6. à faciliter autant que possible le regroupement de la famille du travailleur migrant autorisé à s' établir lui-même sur le territoire;

7. à assurer à ces travailleurs se trouvant légalement sur leur territoire un traitement non moins favorable qu' à leurs nationaux pour les actions en justice concernant les questions mentionnées dans le présent article;

8. à garantir à ces travailleurs résidant régulièrement sur leur territoire qu' ils ne pourront être expulsés que s' ils menacent la sécurité de l' Etat ou contreviennent à l' ordre public ou aux bonnes moeurs;

9. à permettre, dans le cadre des limites fixées par la législation, le transfert de toute partie des gains et des économies des travailleurs migrants que ceux-ci désirent transférer;

10. à étendre la protection et l' assistance prévues par le présent article aux travailleurs migrants travaillant pour leur propre compte, pour autant que les mesures en question sont applicables à cette catégorie.

PARTIE III

Article 20

Engagements

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage :

a. à considérer la partie I de la présente Charte comme une déclaration déterminant les objectifs dont Elle poursuivra par tous les moyens utiles la réalisation, conformément aux dispositions du paragraphe introductif de ladite partie;

b. à se considérer comme liée par cinq au moins des sept articles suivants de la partie II de la Charte: articles 1, 5, 6, 12, 13, 16 et 19;

c. à se considérer comme liée par un nombre supplémentaire d'articles ou paragraphes numérotés de la partie II de la Charte, qu'Elle choisira, pourvu que le nombre total des articles et des paragraphes numérotés qui la lient ne soit pas inférieur à 10 articles ou à 45 paragraphes numérotés.

2. Les articles ou paragraphes choisis conformément aux dispositions des alinéas b. et c. du parargraphe 1 du présent article seront notifiés au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe par la Partie Contractante au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation.

3. Chacune des Parties Contractantes pourra, à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire Général qu'Elle se considère comme liée par tout autre article ou paragraphe numéroté figurant dans la partie II de la Charte et qu'Elle n'avait pas encore accepté conformément aux dispositions du parargraphe 1 du présent article. Ces engagements ultérieurs seront réputés partie intégrante de la ratification ou de l'approbation et porteront les mêmes effets dès le trentième jour suivant la date de la notification.

4. Le Secrétaire Général communiquera à tous les gouvernements signataires et au Directeur général du Bureau international du Travail toute notification reçue par lui conformément à la présente partie de la Charte.

5. Chaque Partie Contractante disposera d'un système d'inspection du travail approprié à ses conditions nationales.

PARTIE IV

Article 21

Rapports relatifs aux dispositions acceptées

Les Parties Contractantes présenteront au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans une forme à déterminer par le Comité des Ministres, un rapport biennal, relatif à l'application des dispositions de la partie II de la Charte qu'Elles ont acceptées.

Article 22

Rapports relatifs aux dispositions qui n'ont pas été acceptées

Les Parties Contractantes présenteront au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à des intervalles appropriés et sur la demande du Comité des Ministres, des rapports relatifs aux dispositions de la partie II de la Charte qu'Elles n'ont pas acceptées au moment de la ratification ou de l'approbation, ni par une notification ultérieure. Le Comité des Ministres déterminera, à des intervalles réguliers, à propos de quelles dispositions ces rapports seront demandés et quelle sera leur forme.

Article 23

Communication de copies

1. Chacune des Parties Contractantes adressera copies des rapports visés aux articles 21 et 22 à celles de ses organisations nationales qui sont affiliées aux organisations internationales d'employeurs et de travailleurs qui seront invitées, conformément à l'article 27

paragraphe 2, à se faire représenter aux réunions du Sous–comité du Comité social gouvernemental.

2. Les Parties Contractantes transmettront au Secrétaire Général toutes observations sur lesdits rapports reçues de la part de ces organisations nationales, si celles-ci le demandent.

Article 24

Examen des rapports

Les rapports présentés au Secrétaire Général en application des articles 21 et 22 seront examinés par un Comité d'experts, qui sera également en possession de toutes observations transmises au Secrétaire Général conformément au paragraphe 2 de l'article 23.

Article 25

Comité d' experts

1. Le Comité d' experts sera composé de sept membres au plus désignés par le Comité des Ministres sur une liste d' experts indépentants de la plus haute intégrité et d' une compétence reconnue dans les matières sociales internationales, qui seront proposés par les Parties Contractantes.

2. Les membres du Comité seront nommés pour une période de six ans; leur mandat pourra être renouvelé. Toutefois, les mandats de deux des membres désignés lors de la première nomination prendront fin à l' issue d' une période de quatre ans.

3. Les membres dont le mandat prendra fin au terme de la période initiale de quatre ans seront désignés par tirage au sort par le Comité des Ministres immédiatement après la première nomination.

4. Un membre du Comité d' experts nommé en remplacement d' un membre dont le mandat n' est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Article 26

Participation de l' Organisation internationale du Travail

L' Organisation internationale du Travail sera invitée à désigner un représentant en vue de participer, à titre consultatif, aux délibérations du Comité d' experts.

Article 27

Sous - comité du Comité social gouvernemental

1. Les rapports des Parties Contractantes ainsi que les conclusions du Comité d' experts seront soumis pour examen à un Sous–comité du Comité social gouvernemental du Conseil de l' Europe.

2. Ce Sous–comité sera composé d' un représentant de chacune des Parties Contractantes. Il invitera deux organisations internationales d' employeurs et deux organisations internationales de travailleurs, au plus, à envoyer des observateurs, à titre consultatif, à ses réunions. Il pourra, en outre, appeler en consultation deux représentants, au plus, d' organisations internationales non–gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l' Europe, sur des questions pour lesquelles elles sont particulièrement qualifiées telles que, par exemple, le bien–être social et la protection économique et sociale de la famille.

3. Le Sous - comité présentera au Comité des Ministres un rapport contenant ses conclusions, en y annexant le rapport du Comité d' experts.

Article 28

Assemblée Consultative

Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe transmettra à l' Assemplée Consultative les conclusions du Comité d' experts. L' Assemblée Consultative communiquera au Comité des Ministres son avis sur ces conclusions.

Article 29

Comité des Ministres

A la majorité des deux tiers des membres ayant le droit d' y siéger, le Comité des Ministres pourra, sur la base du rapport du Sous–comité et après avoir consulté l' Assemblée Consultative, adresser toutes recommandations nécessaires à chacune des Parties Contractantes.

PARTIE V

Article 30

Dérogations en cas de guerre ou de danger public

1. En cas de guerre ou en cas d' autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Partie Contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Charte, dans la stricte mesure où la situation l' exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

2. Toute Partie Contractante ayant exercé ce droit de dérogation tient, dans un délai raisonnable, le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire Général de la date à laquelle ces mesures ont cessé d' être en vigueur et à laquelle les dispositions de la Charte qu' Elle a acceptées reçoivent de nouveau pleine application.

3. Le Secrétaire Général informera les autres Parties Contractantes et le Directeur Général du Bureau international du Travail de toutes les communications reçues conformément au paragraphe 2 du présent article.

Article 31

Restrictions

1. Les droits et principes énoncés dans la partic 1 lorsqu'ils seront effectivement mis en oeuvre, et l'exercice effectif de ces droits et principes, tel qu'il est prévu dans la partie II, ne pourront faire l'objet de restrictions ou limitations non spécifiées dans les parties I et II, à l'exception de celles prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, pour garantir le respect des droits et des libertés d'autrui ou pour protéger l'ordre public, la sécurité nationale, la santé publique ou les bonnes moeurs.

2. Les restrictions apportées en vertu de la présente Charte aux droits et obligations reconnus dans celle-ci ne peuvent être appliquées que dans le but pour lequel elles ont été prévues.

Article 32

Relations entre la Charte et le droit interne ou les accords internationaux

Les dispositions de la présente Charte ne portent pas atteinte aux dispositions de droit interne et des traités, conventions ou accords bilatéraux ou multilatéraux qui sont ou entreront en vigueur et qui seraient plus favorables aux personnes protégées.

Article 33

Mise en oeuvre au moyen de conventions collectives

1. Dans les Etats membres où les dispositions des paragraphes 1,2,3,4, et 5 de l'article 2, des paragraphes 4, 6 et 7 de l'article 7, et des paragraphes 1,2,3 et 4

de l'article 10 de la partie II de la présente Charte relèvent normalement de conventions conclues entre employeurs ou organisations d'employeurs et organisations de travailleurs, ou sont normalement mises en oeuvre autrement que par la voie légale, les Parties Contractantes peuvent prendre les engagements correspondants, et ces engagements seront considérés comme remplis dès lors que ces dispositions seront appliquées à la grande majorité des travailleurs intéressés par de telles conventions ou par d'autres moyens.

2. Dans les Etats membres où ces dispositions relèvent normalement de la législation, les Parties Contractantes peuvent également prendre les engagements correspondants, et ces engagements seront considérés comme remplis dès lors que ces dispositions seront appliquées par la loi à la grande majorité des travailleurs intéressés.

Article 34

Application Territoriale

1. La présente Charte s'applique au territoire métropolitain de chaque Partie Contractante. Tout gouvernement signataire peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation, préciser, par déclaration faite au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, le territoire qui est considéré à cette fin comme son territoire métropolitain.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment de la ratification ou de l'approbation de la présente Charte, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la Charte, en tout ou en partie, s'appliquera à celui ou à ceux des territoires non métropolitains désignés dans ladite déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou dont Elle assume la responsabilité internationale. Elle spécifiera dans cette déclaration les articles ou paragraphes de la partie II de la Charte qu'Elle accepte comme obligatoires en ce qui concerne chacun des territoires désignés dans la déclaration.

3. La Charte s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la déclaration visée au paragraphe précédent à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général aura reçu la notification de cette déclaration.

4. Toute Partie Contractante pourra, à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, que, en ce qui concerne un ou plusieurs des territoires auxquels la Charte s' applique en vertu du paragraphe 2 du présent article, Elle accepte comme obligatoire tout article ou paragraphe numéroté qu' Elle n' avait pas encore accepté en ce qui concerne ce ou ces territoires. Ces engagements ultérieurs seront réputés partie intégrante de la déclaration originale en ce qui concerne le territoire en question et porteront les mêmes effets à partir du trentième jour qui suivra la date de la notification.

5. Le Secrétaire Général communiquera aux autres Gouvernements signataires et au Directeur général du Bureau international du Travail toute notification qui lui aura été transmise en vertu du présent article.

Article 35

Signature, ratification, entrée en vigueur

1. La présente Charte est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l' Europe. Elle sera ratifiée ou approuv

Les instruments de ratification ou d' approbation seront déposés près le Secrétaire Général.

2. La présente Charte entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt du cinquième instrument de ratification ou d' approbation.

3. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Charte entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification ou d' approbation.

4. Le Secrétaire Général notifiera à tous les Membres du Conseil de l' Europe et au Directeur général du Bureau international du Travail l' entrée en vigueur de la Charte, les noms des Parties Contractantes qui l' auront ratifiée ou approuvée et le dépôt de tout instrument de ratification ou d' approbation intervenu ultérieurement.

Article 36

Amendements

Tout Membre du Conseil de l' Europe peut proposer des amendements à la présente Charte par communication adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général transmettra aux autres Membres du Conseil de l' Europe les amendements ainsi proposés qui seront examinés par le Comité des Ministres et soumis pour avis à l' Assemblée Consultative. Tout amendement approuvé par le Comité des Ministres entrera en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties Contractantes auront informé le Secrétaire Général de leur acceptation. Le Secrétaire Général notifiera à tous les Etats Membres du Conseil de l' Europe et au Directeur général du Bureau international du Travail l' entrée en vigueur de ces uaendements.

Article 37

Dénonciation

1. Aucune Partie Contractante ne peut dénoncer la présente Charte avant l' expiration d' une période de cinq ans après la date à laquelle la Charte est entrée en vigueur en ce qui la concerne, ou avant l' expiration de toute autre période ultérieure de deux ans et, dans tous les cas, un préavis de six mois sera notifié au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, qui en informera les autres Parties Contractantes et le Directeur général du Bureau internarional du travail. Cette dénonciation n' affecte pas la validité de la Charte à l' égard des autres Parties Contractantes, sous réserve que le mombre de celles-ci ne soit jamais inférieur à cinq.

2. Toute Partie Contractante peut, aux termes des dispositions énoncées dans le paragraphe précédent, dénoncer tout article ou paragraphe de la partie II de la Charte qu' Elle a accepté, sous réserve que le nombre des articles ou paragraphes auxquels cette Partie Contractante est tenue ne soit jamais inférieur à 10 dans le premier cas et à 45 dans le second et que ce nombre d' articles ou paragraphes continue de compr endre les articles choisis par cette Partie Contractante parmi ceux auxquels une référence spéciale est faite dans l' article 20, paragraphe 1, alinéa b.

3. Toute Partie Contractante peut dénoncer la présente Charte ou tout article ou paragraphe de la partie II de la Charte aux conditions prévues au paragraphe I du présent article, en ce qui concerne tout territoire auquel s' applique la Charte en vertu d'une déclaration faite conformément au paragraphe 2 de l' article 34.

Article 38

Annexe

L' Annexe à la présente Charte fait partie intégrante de celle-ci.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Charte.

Fait à Turin, le 18 octobre 1961, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires.

ANNEXE A LA CHARTE SOCIALE

Portée de la Charte sociale en ce qui concerne les personnes protégées :

1. Sous réserve des dispositions de l' article 12, paragraphe 4, et de l' article 13, paragraphe 4, les personnes visées aux articles 1er à 17 ne comprennent les étrangers que dans la mesure où ils sont des ressortissants des autres Parties Contractantes résidant légalement ou travaillant régulièrement sur le territoire de la Partie Contractante intéressée, étant entendu que les articles susvisés seront interprétés à la lumière des dispositions des articles 18 et 19.

La présente interprétation n' exclut pas l' extension de droits analogues à d' autres personnes par l' une quelconque des Parties Contractantes.

2. Chaque Partie Contractante accordera aux réfugiés répondant à la définition de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, et résidant régulièrement sur son territoire, un traitement aussi favorable que possible et en tout cas non moins favorable que celui auquel Elle s' est engagée en vertu de la Convention de 1951, ainsi que de tous autres accords internationaux existants et applicables aux réfugiés mentionnés ci–dessus.

PARTIE I : Paragraphe 18 et PARTIE II : Article 18, paragr. 1er

Il est entendu que ces dispositions ne concernent pas l' entrée sur le territoire des Parties Contractantes et ne portent pas atteinte à celles de la Convention européenne d' établissement signée à Paris le 13 décembre 1955.

PARTIE II

Article 1er, paragraphe 2

Cette disposition ne saurait être interprétée ni comme interdisant ni comme autorisant les clauses ou pratiques de sécurité syndicale.

Article 4, paragraphe 4

Cette disposition sera interprétée de manière à ne pas interdire un licenciement immédiat en cas de faute grave.

Article 4, paragraphe 5

Il est entendu qu' une Partie Contractante peut prendre l' engagement requis dans ce paragraphe si les retenues sur salaires sont interdites pour la grande majorité des travailleurs, soit par la loi, soit par les conventions collectives ou les sentences arbitrales, les seules exceptions étant constituées par les personnes non visées par ces instruments.

Article 6, paragrahe 4

Il est entendu que chaque Partie Contractante peut, en ce qui la concerne, réglementer l' exercice du droit de grève par la loi, pourvu que toute autre restriction éventuelle à ce droit puisse être justifiée aux termes de l' article 31.

Article 7, paragraphe 8

Il est entendu qu' une Partie Contractante aura rempli l' engagement requis dans ce paragraphe si elle se conforme à l' esprit de cet engagement en prévoyant dans sa législation que la grande majorité des mineurs de 18 ans ne sera pas employée à des travaux de nuit.

Article 12, paragraphe 4

Les mots «et sous réserve des conditions arrêtées dans ces accords» figurant dans l' introduction à ce paragraphe sont considérés comme signifiant que, en ce qui concerne les prestations existant indépendamment d' un système contributif, une Partie Contractante peut requérir l' accomplissement d' une période de résidence prescrite avant d' octroyer ces prestations aux ressortissants d' autres Parties Contractantes.

Article 13, paragraphe 4

Les gouvernements qui ne sont pas Parties à la convention européenne d' assistance sociale et médicale peuvent ratifier la Charte sociale en ce qui concerne ce paragraphe, sous réserve qu' ils accordent aux ressortissants des autres Parties Contractantes un traitement conforme aux dispositions de ladite Convention.

Article 19, paragraphe 6

Aux fins d' application de la présente disposition les termes «famille du travailleur migrant» sont interprétés comme visant au moins l' épouse du travailleur et ses enfants de moins de 21 ans qui sont à sa charge.

PARTIE III

Il est entendu que la Charte contient des engagements juridiques de caractère international dont l' application est soumise au seul contrôle visé par la partie IV.

Article 20, parag. 1er

Il est entendu que les «paragraphes numérotés» peuvent comprendre des articles ne contenant qu' un seul paragraphe.

PARTIE V

Article 30

Les termes «en cas de guerre ou en cas d' autre danger public» seront interprétés de manière à couvrir également la menace de guerre.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΣ ΚΟΙΝΩΝΙΚΟΣ ΧΑΡΤΗΣ

Οι Κυβερνήσεις που υπογράφουν και είναι μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης·

Αφού έκριναν ότι ο σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι η πραγματοποίηση στενότερης ένωσης των μελών του για τη διαφύλαξη και προώθηση των ιδανικών και των αρχών που αποτελούν την κοινή τους κληρονομιά και την ευνόηση της οικονομικής και κοινωνικής προόδου τους, ιδίως με την προάσπιση και ανάπτυξη των ανθρώπινων δικαιωμάτων και των θεμελιωδών ελευθεριών·

Αφού έκριναν ότι σύμφωνα με τη σύμβαση για τη διαφύλαξη των ανθρώπινων δικαιωμάτων και των θεμελιωδών ελευθεριών, που υπογράφηκε στη Ρώμη στις 4 Νοέμβρη 1950 και το συμπληρωματικό Πρωτόκολλό της, που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 20 Μάρτη 1952, τα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης συμφώνησαν να εξασφαλίσουν στους πληθυσμούς τους τα αστικά και πολιτικά δικαιώματα και τις ελευθερίες που προβλέπονται στα κείμενα αυτά.

Αφού έκριναν ότι η απόλαυση των κοινωνικών δικαιωμάτων θα πρέπει να εξασφαλίζεται χωρίς διάκριση που να βασίζεται στη φυλή, στο χρώμα, στο φύλο, στο θρήσκευμα, στις πολιτικές πεποιθήσεις, στην εθνική καταγωγή ή την κοινωνική προέλευση·

Αφού αποφάσισαν να καταβάλλουν κοινές προσπάθειες για να βελτιώσουν το βιοτικό επίπεδο και να προωθήσουν την καλή διαβίωση όλων των κατηγοριών του πληθυσμού τους, αγροτικών και αστικών, με τα κατάλληλα μέσα και επιτεύγματα.

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΜΕΡΟΣ I

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναγνωρίζουν, ως αντικειμενικό σκοπό της πολιτικής τους να συνεχίσουν με όλα τα χρήσιμα μέσα, σε εθνικό και διεθνές επίπεδο, την επίτευξη προϋποθέσεων για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης των ακόλουθων δικαιωμάτων και αρχών:

1. Κάθε πρόσωπο θα πρέπει να έχει τη δυνατότητα να κερδίζει τη ζωή του με εργασία που αναλαμβάνει ελεύθερα.

2. Όλοι οι εργαζόμενοι έχουν δικαίωμα σε δίκαιες συνθήκες εργασίας.

3. Όλοι οι εργαζόμενοι έχουν δικαίωμα σε ασφάλεια και υγιεινή στην εργασία τους.

4. Όλοι οι εργαζόμενοι έχουν δικαίωμα σε δίκαιη αμοιβή, που να εξασφαλίζει σ' αυτούς και τις οικογένειές τους ικανοποιητικό βιοτικό επίπεδο.

5. Όλοι οι εργαζόμενοι και οι εργοδότες έχουν δικαίωμα να συνεταιρίζονται ελεύθερα στα πλαίσια εθνικών ή διεθνών οργανώσεων για την προστασία των οικονομικών και κοινωνικών συμφερόντων τους.

6. Όλοι οι εργαζόμενοι και οι εργοδότες έχουν δικαίωμα για συλλογικές διαπραγματεύσεις.

7. Τα παιδιά και τα νεαρά πρόσωπα έχουν δικαίωμα για ειδική προστασία από τους σωματικούς και ηθικούς κινδύνους στους οποίους εκτίθενται.

8. Οι εργαζόμενες γυναίκες, σε περίπτωση μητρότητας, καθώς και οι άλλες εργαζόμενες, σε ορισμένες περιπτώσεις, έχουν δικαίωμα για ειδική προστασία στην εργασία τους.

9. Κάθε πρόσωπο έχει δικαίωμα για κατάλληλα μέσα επαγγελματικού προσανατολισμού για να βοηθηθεί στην επιλογή επαγγέλματος σύμφωνα με τις προσωπικές ικανότητες και τα ενδιαφέροντά του.

10. Κάθε πρόσωπο έχει δικαίωμα για κατάλληλα μέσα επαγγελματικής εκπαίδευσης.

11. Κάθε πρόσωπο έχει δικαίωμα να απολαμβάνει κάθε μέτρο που του επιτρέπει να έχει την καλύτερη δυνατή κατάσταση υγείας.

12. Όλοι οι εργαζόμενοι και τα προστατευόμενα απ' αυτούς μέλη της οικογένειάς τους έχουν δικαίωμα για κοινωνική ασφάλεια.

13. Κάθε πρόσωπο που δεν έχει επαρκείς πόρους έχει δικαίωμα για κοινωνική και ιατρική αντίληψη.

14. Κάθε πρόσωπο έχει δικαίωμα να απολαμβάνει εξειδικευμένες κοινωνικές υπηρεσίες.

15. Κάθε ανάπηρο πρόσωπο έχει δικαίωμα για επαγγελματική εκπαίδευση και για επαγγελματική και κοινωνική επαναπροσαρμογή, ανεξάρτητα από την αιτία και τη φύση της αναπηρίας του.

16. Η οικογένεια, ως βασικό κύτταρο της κοινωνίας, έχει δικαίωμα για κατάλληλη κοινωνική, νομική και οικονομική προστασία για να εξασφαλίσει την πλήρη ανάπτυξή της.

17. Η μητέρα και το παιδί, ανεξάρτητα από την οικογενειακή κατάσταση και τις οικογενειακές σχέσεις, έχουν δικαίωμα για κατάλληλη κοινωνική και οικονομική προστασία.

18. Οι υπήκοοι ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη έχουν δικαίωμα να ασκούν στο έδαφος ενός άλλου Μέρους οποιαδήποτε κερδοφόρα δραστηριότητα με ίσους όρους με τους υπηκόους του Μέρους αυτού, με την επιφύλαξη περιορισμών που βασίζονται σε σοβαρούς λόγους οικονομικού ή κοινωνικού χαρακτήρα.

19. Οι μετανάστες εργαζόμενοι που είναι υπήκοοι ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη καθώς και οι οικογένειές τους έχουν δικαίωμα για προστασία και αντίληψη στο έδαφος οποιουδήποτε άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΜΕΡΟΣ II

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να θεωρούν ότι δεσμεύονται, όπως προβλέπεται στο Μέρος III, από τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τα παρακάτω άρθρα και παραγράφους.

Άρθρο 1.

Δικαίωμα για εργασία.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για εργασία τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να αναγνωρίζουν, ως έναν από τους κυριότερους αντικειμενικούς τους σκοπούς και αρμοδιότητες την πραγματοποίηση και τη διατήρηση του ψηλότερου και σταθερότερου δυνατού επιπέδου απασχόλησης για την επίτευξη της πλήρους απασχόλησης.

2. Να προστατεύουν με αποτελεσματικό τρόπο το δικαίωμα του εργαζόμενου να κερδίζει τη ζωή του με εργασία που αναλαμβάνει ελεύθερα.

3. Να συστήνουν ή να διατηρούν δωρεάν υπηρεσίες απασχόλησης για όλους τους εργαζόμενους.

4. Να εξασφαλίζουν ή να ευνοούν κατάλληλο επαγγελματικό προσανατολισμό καθώς επίσης και κατάλληλη επαγγελματική εκπαίδευση και επαναπροσαρμογή.

Άρθρο 2.

Δικαίωμα για δίκαιες συνθήκες εργασίας.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για δίκαιες συνθήκες εργασίας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να καθορίζουν λογική διάρκεια ημερήσιας και εβδομαδιαίας εργασίας, ενώ θα πρέπει να μειώνεται σταδιακά η εβδομαδιαία διάρκεια της εργασίας, εφόσον το επιτρέπουν η αύξηση της παραγωγικότητας και οι άλλοι σχετικοί παράγοντες.

2. Να προβλέπουν αργίες με αποδοχές.

3. Να εξασφαλίζουν τη χορήγηση ετήσιας άδειας με αποδοχές με διάρκεια τουλάχιστο δύο εβδομάδες.

4. Να εξασφαλίζουν στους εργαζόμενους που απασχολούνται σε ορισμένες επικίνδυνες ή ανθυγιεινές εργασίες είτε μείωση της διάρκειας της εργασίας είτε συμπληρωματική άδεια με αποδοχές.

5. Να εξασφαλίζουν εβδομαδιαία ανάπαυση που να συμπίπτει, κατά το δυνατό, με την ημέρα της εβδομάδας που αναγνωρίζεται ως ημέρα ανάπαυσης είτε παραδοσιακά είτε από τις συνήθειες της χώρας ή της περιοχής.

Άρθρο 3.

Δικαίωμα για ασφαλείς και υγιεινές συνθήκες εργασίας.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για ασφαλείς και υγιεινές συνθήκες εργασίας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να εκδίδουν κανονισμούς ασφάλειας και υγιεινής.

2. Να καθορίζουν μέτρα ελέγχου της εφαρμογής των κανονισμών αυτών.

3. Να συμβουλεύονται όταν είναι δυνατό τις εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις πάνω στα μέτρα που αποσκοπούν στη βελτίωση της ασφάλειας και της υγιεινής της εργασίας.

Άρθρο 4.

Δικαίωμα για δίκαιη αμοιβή.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για δίκαιη αμοιβή, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να αναγνωρίζουν το δικαίωμα των εργαζομένων για αμοιβή αρκετή να εξασφαλίζει σ' αυτούς και τις οικογένειές τους ένα αξιοπρεπές επίπεδο διαβίωσης.

2. Να αναγνωρίζουν το δικαίωμα των εργαζομένων για

αυξημένη αμοιβή για υπερωριακή απασχόληση, με εξαίρεση ορισμένες ειδικές περιπτώσεις.

3. Να αναγνωρίζουν το δικαίωμα των εργαζομένων, αντρών και γυναικών, για ίση αμοιβή για εργασία ίσης αξίας.

4. Να αναγνωρίζουν το δικαίωμα όλων των εργαζομένων για λογική προθεσμία προειδοποίησης σε περίπτωση τερματισμού της απασχόλησης.

5. Να επιτρέπουν κρατήσεις πάνω στις αποδοχές μόνο σύμφωνα με τις προϋποθέσεις και μέσα στα όρια που προβλέπονται από την εθνική νομοθεσία ή ρύθμιση ή καθορίζονται με συλλογικές συμβάσεις ή διαιτητικές αποφάσεις.

Η άσκηση των δικαιωμάτων αυτών θα πρέπει να εξασφαλίζεται είτε με ελεύθερα συναπτόμενες συλλογικές συμβάσεις είτε με διαιτητικές αποφάσεις είτε με οποιοδήποτε άλλο τρόπο σύμφωνο με τις εθνικές συνθήκες.

Άρθρο 5.

Συνδικαλιστικό δικαίωμα.

Για την εξασφάλιση ή την προώθηση της ελευθερίας των εργοδοτών και των εργαζομένων να συνιστούν τοπικές, εθνικές ή διεθνείς οργανώσεις για την προστασία των οικονομικών και κοινωνικών συμφερόντων τους και να προσχωρούν σ' αυτές τις οργανώσεις, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση ώστε η εθνική νομοθεσία να μη προσβάλλει αλλά ούτε να εφαρμόζεται με τέτοιο τρόπο που να προσβάλλει την ελευθερία αυτή. Το μέτρο στο οποίο οι εγγυήσεις που προβλέπονται απ' αυτό το άρθρο θα εφαρμόζονται στην αστυνομία θα καθορίζεται από την εθνική νομοθεσία ή ρύθμιση. Η αρχή της εφαρμογής των εγγυήσεων αυτών στα μέλη των ενόπλων δυνάμεων και το μέτρο στο οποίο θα μπορούσαν να εφαρμοσθούν σ' αυτή την κατηγορία προσώπων καθορίζονται επίσης από την εθνική νομοθεσία ή ρύθμιση.

Άρθρο 6.

Δικαίωμα συλλογικής διαπραγμάτευσης.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος της συλλογικής διαπραγμάτευσης, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να ευνοούν την ισομερή συννενόηση μεταξύ εργοδοτών και εργαζομένων.

2. Να προωθούν, όταν αυτό είναι αναγκαίο και σκόπιμο, την καθιέρωση διαδικασιών εκούσιας διαπραγμάτευσης μεταξύ των εργοδοτών ή των οργανώσεων των εργοδοτών αφ' ενός και των οργανώσεων των εργαζομένων αφ' ετέρου, προκειμένου να ρυθμίζονται οι όροι απασχόλησης με συλλογικές συμβάσεις.

3. Να ευνοούν την καθιέρωση και χρησιμοποίηση κατάλληλων διαδικασιών συνδιαλλαγής και διαιτησίας για τη ρύθμιση των εργασιακών διαφορών και αναγνωρίζουν:

4. Το δικαίωμα των εργαζομένων και των εργοδοτών για συλλογικές ενέργειες σε περίπτωση σύγκρουσης συμφερόντων, περιλαμβανομένου και του δικαιώματος της απεργίας, με την επιφύλαξη των υποχρεώσεων που θα μπορούσαν να προκύψουν από τις ισχύουσες συλλογικές συμβάσεις.

Άρθρο 7.

Δικαίωμα των παιδιών και των νεαρών προσώπων για προστασία.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος των παιδιών και των νεαρών προσώπων για προστασία, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να καθορίζουν το 15ο έτος της ηλικίας ως κατώτατο όριο ηλικίας για την είσοδο στην απασχόληση, με δυνατότητα όμως εξαιρέσεων για τα παιδιά, που απασχολούνται σε ορισμένες ελαφρές εργασίες που δεν απειλούν να βλάψουν την υγεία τους, την ηθική τους ή την εκπαίδευσή τους.

2. Να καθορίζουν ψηλότερο κατώτατο όριο ηλικίας για την είσοδο στην απασχόληση για ορισμένες εργασίες που θεωρούνται επικίνδυνες ή ανθυγιεινές.

3. Να απαγορεύουν την απασχόληση παιδιών, που υποχρεούνται να φοιτούν στο σχολείο, σε εργασίες που τους στερούν τη δυνατότητα να επωφεληθούν από την εκπαίδευση αυτή.

4. Να περιορίζουν τη διάρκεια της εργασίας των εργαζομένων που έχουν ηλικία κάτω των 16 ετών έτσι ώστε να ανταποκρίνεται αυτή στις απαιτήσεις της ανάπτυξής τους και ιδιαίτερα στις ανάγκες της επαγγελματικής τους εκπαίδευσης.

5. Να αναγνωρίζουν το δικαίωμα των νεαρών εργαζομένων και των μαθητευομένων για δίκαιη αμοιβή ή για κατάλληλη παροχή.

6. Να προβλέπουν ότι οι ώρες που διαθέτουν τα νεαρά πρόσωπα για επαγγελματική εκπαίδευση κατά την κανονική διάρκεια της εργασίας τους, με τη συναίνεση του εργοδότη τους, θα θεωρούνται ότι περιλαμβάνονται στην ημερήσια εργασία.

7. Να καθορίζουν τη διάρκεια της κανονικής άδειας με αποδοχές για τους εργαζόμενους με ηλικία κάτω των 18 ετών σε τρείς εβδομάδες τουλάχιστον.

8. Να απαγορεύουν την απασχόληση εργαζομένων με ηλικία κάτω των 18 ετών σε νυκτερινές εργασίες με εξαίρεση ορισμένες απασχολήσεις που καθορίζονται από την εθνική νομοθεσία ή ρύθμιση.

9. Να προβλέπουν ότι οι εργαζόμενοι με ηλικία κάτω των 18 ετών που απασχολούνται σε ορισμένες εργασίες που καθορίζονται από την εθνική νομοθεσία ή ρύθμιση θα πρέπει να υποβάλλονται σε τακτική ιατρική εξέταση.

10. Να εξασφαλίζουν ειδική προστασία από τους σωματικούς και ηθικούς κινδύνους στους οποίους εκτίθενται τα παιδιά και τα νεαρά πρόσωπα και κυρίως από τους κινδύνους εκείνους που προκαλούνται άμεσα ή έμμεσα από την εργασία τους.

Άρθρο 8.

Δικαίωμα των εργαζόμενων γυναικών για προστασία.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος των εργαζόμενων γυναικών για προστασία τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να εξασφαλίζουν στις γυναίκες, πριν και μετά τον τοκετό, ανάπαυση συνολικής διάρκειας τουλάχιστον 12 εβδομάδων είτε με τη μορφή άδειας με αποδοχές είτε με τη μορφή κατάλληλων παροχών κοινωνικής ασφάλειας ή παροχών από δημόσια κεφάλαια.

2. Να θεωρούν παράνομη την κοινοποίηση από μέρους του εργοδότη της απόλυσης σε γυναίκα ενώ διαρκεί η άδειά της λόγω μητρότητος ή σε ημερομηνία που η προθεσμία της προειδοποίησης εκπνέει κατά τη διάρκεια της απουσίας αυτής.

3. Να εξασφαλίζουν στις μητέρες που θηλάζουν τα παιδιά τους παύσεις εργασίας που να είναι αρκετές για το σκοπό αυτόν.

4. α) Να ρυθμίζουν την απασχόληση του γυναικείου εργατικού δυναμικού για νυκτερινή εργασία σε βιομηχανικές απασχολήσεις.

β) Να απαγορεύουν την απασχόληση του γυναικείου εργατικού δυναμικού σε υπόγειες εργασίες στα μεταλλεία και ενδεχόμενα σε όλες τις εργασίες που δεν ταιριάζουν στο εργατικό αυτό δυναμικό λόγω του επικίνδυνου, ανθυγιεινού ή επίπονου χαρακτήρα τους.

Άρθρο 9.

Δικαίωμα για επαγγελματικό προσανατολισμό.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για επαγγελματικό προσανατολισμό, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να συστήνουν ή να προωθούν, εφόσον είναι αναγκαίο, υπηρεσία που θα βοηθάει όλα τα πρόσωπα, περιλαμβανομένων και των αναπήρων, στην

επίλυση των προβλημάτων τους που σχετίζονται με την εκλογή επαγγέλματος ή με την επαγγελματική τους προώθηση, λαμβάνοντας υπόψη τα ιδιαίτερα χαρακτηριστικά του ενδιαφερομένου και τη σχέση που υπάρχει ανάμεσα σ' αυτά και στις δυνατότητες της αγοράς εργασίας· η βοήθεια αυτή θα πρέπει να παρέχεται δωρεάν, τόσο στους νέους, στους οποίους περιλαμβάνονται και τα παιδιά σχολικής ηλικίας, όσο και στους ενήλικες.

Άρθρο 10.

Δικαίωμα για επαγγελματική εκπαίδευση.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για επαγγελματική εκπαίδευση, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να εξασφαλίζουν ή να ευνοούν, εφόσον είναι ανάγκη, την τεχνική και επαγγελματική εκπαίδευση όλων των προσώπων, περιλαμβανομένων και των αναπήρων, σε συνεννόηση με τις επαγγελματικές οργανώσεις των εργοδοτών και των εργαζομένων και να παρέχουν τα μέσα που θα επιτρέπουν την είσοδό τους στην ανώτερη τεχνική εκπαίδευση και στην πανεπιστημιακή εκπαίδευση με μοναδικό κριτήριο την ατομική ικανότητα.

2. Να εξασφαλίζουν ή να ευνοούν σύστημα μαθητείας καθώς και άλλα συστήματα εκπαίδευσης των νεαρών αγοριών και κοριτσιών στις διάφορες απασχολήσεις τους.

3. Να εξασφαλίζουν ή να ευνοούν, εφόσον είναι ανάγκη:

α) κατάλληλα και προσιτά μέτρα για την εκπαίδευση των ενήλικων εργαζομένων,

β) ειδικά μέτρα για επαγγελματική μετεκπαίδευση των ενήλικων εργαζομένων που επιβάλλεται από την τεχνική εξέλιξη ή από νέο προσανατολισμό της αγοράς εργασίας.

4. Να ενθαρρύνουν την πλήρη χρησιμοποίηση των μέσων, που προβλέπονται από κατάλληλες διατάξεις όπως είναι:

α) η μείωση ή η κατάργηση δικαιωμάτων και τελών,

β) η χορήγηση οικονομικής βοήθειας στις κατάλληλες περιπτώσεις,

γ) ο συνυπολογισμός στο κανονικό ωράριο εργασίας του χρόνου που διατίθεται για συμπληρωματικά εκπαιδευτικά μαθήματα που παρακολουθούν οι εργαζόμενοι κατά τη διάρκεια της απασχόλησής τους μετά από αίτημα του εργοδότη τους,

δ) η εγγύηση με κατάλληλο έλεγχο και σε συνεννόηση με τις επαγγελματικές οργανώσεις των εργοδοτών και των εργαζομένων, της αποτελεσματικότητας του συστήματος μαθητείας και κάθε άλλου συστήματος εκπαίδευσης για νεαρούς εργαζόμενους και γενικά της κατάλληλης προστασίας των νεαρών εργαζομένων.

Άρθρο 11.

Δικαίωμα για προστασία της υγείας.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για προστασία της υγείας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να λαμβάνουν είτε απευθείας είτε με τη συνεργασία δημόσιων και ιδιωτικών οργανώσεων, κατάλληλα μέτρα που θα αποσκοπούν ιδίως:

1. Να εξαφανίζουν κατά το δυνατό τα αίτια μη ικανοποιητικής υγείας.

2. Να προβλέπουν συμβουλευτικές υπηρεσίες και υπηρεσίες διαφώτισης σε ό,τι αφορά τη βελτίωση της υγείας και την ανάπτυξη της συναίσθησης ατομικής ευθύνης στον τομέα της υγείας.

3. Να προλαβαίνουν, κατά το δυνατό, τις επιδημικές, ενδημικές και άλλες ασθένειες.

Άρθρο 12.

Δικαίωμα για κοινωνική ασφάλεια.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για κοινωνική ασφάλεια, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να καθιερώνουν ή να διατηρούν σύστημα κοινωνικής ασφάλειας.

2. Να διατηρούν το σύστημα κοινωνικής ασφάλειας σε ικανοποιητικό επίπεδο ίσο τουλάχιστον με εκείνο που απαιτείται για την επικύρωση της 102 Διεθνούς Σύμβασης Εργασίας, σχετικά με τα ελάχιστα όρια κοινωνικής ασφάλειας.

3. Να καταβάλλουν προσπάθειες για την ανύψωση του συστήματος κοινωνικής ασφάλειας σε ψηλότερο επίπεδο.

4. Να λαμβάνουν μέτρα με τη σύναψη των κατάλληλων διμερών ή πολυμερών συμβάσεων ή με άλλα μέσα και με την επιφύλαξη των προϋποθέσεων που καθορίζονται με τις συμφωνίες αυτές, για να διασφαλίζουν:

α) την ισότητα μεταχείρισης ανάμεσα στους υπήκοους του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους και τους υπήκοους των άλλων Μερών αναφορικά με τα δικαιώματα για κοινωνική ασφάλεια, περιλαμβανομένης και της διαφύλαξης των πλεονεκτημάτων που έχουν παραχωρηθεί από τις νομοθεσίες κοινωνικής ασφάλειας, ανεξάρτητα με τις μετακινήσεις που θα ήταν δυνατό να πραγματοποιήσουν τα προστατευόμενα πρόσωπα στο έδαφος των Συμβαλλόμενων Μερών,

β) την παροχή, διατήρηση και αποκατάσταση των δικαιωμάτων για κοινωνική ασφάλεια με μέσα όπως είναι ο συνυπολογισμός των περιόδων ασφάλισης ή απασχόλησης που πραγματοποιούνται σύμφωνα με τη νομοθεσία του καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Άρθρο 13.

Δικαίωμα για κοινωνική και ιατρική αντίληψη.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για κοινωνική και ιατρική αντίληψη, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να μεριμνούν ώστε κάθε πρόσωπο, που δεν διαθέτει επαρκείς πόρους και δεν είναι σε θέση να τους εξασφαλίσει με δικά του μέσα ή από άλλη πηγή, ιδίως δε από παροχές που καταβάλλονται από σύστημα κοινωνικής ασφάλειας, να μπορεί να λαμβάνει κατάλληλη βοήθεια και σε περίπτωση ασθένειας τις φροντίδες που απαιτεί η κατάσταση της υγείας του.

2. Να μεριμνούν ώστε τα πρόσωπα που δικαιούνται παρόμοια βοήθεια να μη βλέπουν να τους περιορίζονται από το λόγο αυτόν τα πολιτικά ή κοινωνικά δικαιώματά τους.

3. Να προβλέπουν ότι όλα τα πρόσωπα θα μπορούν να λαμβάνουν από τις αρμόδιες υπηρεσίες δημόσιου ή ιδιωτικού χαρακτήρα οποιαδήποτε αναγκαία προσωπική βοήθεια για την πρόληψη, εξάλειψη ή βελτίωση της κατάστασης ανάγκης προσωπικής ή οικογενειακής φύσεως.

4. Να εφαρμόζουν τις διατάξεις των παραγρ. 1,2 και 3 αυτού του άρθρου, με βάση την ισότητα των υπηκόων τους με τους υπηκόους των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών, που βρίσκονται νόμιμα στο έδαφός τους, σύμφωνα με τις υποχρεώσεις που αναλαμβάνουν με βάση την Ευρωπαϊκή Σύμβαση κοινωνικής και ιατρικής αντίληψης, που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 11 Δεκεμβρη 1953.

Άρθρο 14.

Δικαίωμα για απόλαυση των κοινωνικών υπηρεσιών.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος για απόλαυση των κοινωνικών υπηρεσιών, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να ενθαρρύνουν ή να οργανώνουν τις υπηρεσίες που χρησιμοποιούν τις μεθόδους που ταιριάζουν στην κοινωνική υπηρεσία και συμβάλλουν στην καλή διαβίωση και στην ανάπτυξη των ατόμων και των ομάδων μέσα στην κοινωνία καθώς και στην προσαρμογή τους στο κοινωνικό περιβάλλον.

2. Να ενθαρρύνουν τη συμμετοχή των ατόμων και των εθελοντικών ή άλλων οργανώσεων στη σύσταση ή στη διατήρηση των υπηρεσιών αυτών.

'Αρθρο 15.

Δικαίωμα των προσώπων που μειονεκτούν σωματικά ή διανοητικά για επαγγελματική εκπαίδευση και επαγγελματική και κοινωνική επαναπροσαρμογή.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος των προσώπων που μειονεκτούν σωματικά ή διανοητικά για επαγγελματική εκπαίδευση και επαγγελματική και κοινωνική επαναπροσαρμογή τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα για να θέτουν στη διάθεση των ενδιαφερομένων μέσα επαγγελματικής εκπαίδευσης, στα οποία θα περιλαμβάνονται, ενδεχόμενα, ειδικευμένα ιδρύματα δημόσιου ή ιδιωτικού χαρακτήρα.

2. Να λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα για την τοποθέτηση των σωματικά μειονεκτούντων προσώπων, ιδίως μέσω ειδικευμένων υπηρεσιών τοποθέτησης σε εργασία, για τη δημιουργία δυνατοτήτων προστατευόμενης απασχόλησης και την εφαρμογή μέτρων για την ενθάρρυνση των εργοδοτών να προσλαμβάνουν σωματικά μειονεκτούντα πρόσωπα.

'Αρθρο 16.

Δικαίωμα της οικογένειας για κοινωνική, νομική και οικονομική προστασία.

Για πραγματοποίηση των απαραίτητων συνθηκών διαβίωσης που απαιτούνται για την πλήρη ανάπτυξη της οικογένειας που είναι βασικό κύτταρο της κοινωνίας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να προωθούν την οικονομική, νομική και κοινωνική προστασία της οικογενειακής ζωής, ιδίως με κοινωνικές και οικογενειακές παροχές, με φορολογικές διατάξεις, με ενθάρρυνση για την κατασκευή κατοικιών που να ανταποκρίνονται στις ανάγκες της οικογένειας, με την ενίσχυση των νέων εστιών ή με κάθε άλλο κατάλληλο μέτρο.

'Αρθρο 17.

Δικαίωμα της μητέρας και του παιδιού για κοινωνική και οικονομική προστασία.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος της μητέρας και του παιδιού για κοινωνική και οικονομική προστασία τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα λάβουν όλα τα αναγκαία μέτρα για το σκοπό αυτόν περιλαμβανομένης της σύστασης ή της διατήρησης κατάλληλων ιδρυμάτων ή υπηρεσιών.

'Αρθρο 18.

Δικαίωμα για την άσκηση κερδοφόρας δραστηριότητας στο έδαφος των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής άσκησης του δικαιώματος εξάσκησης κερδοφόρας δραστηριότητας στο έδαφος οποιουδήποτε άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να εφαρμόζουν τους υπάρχοντες κανονισμούς με φιλελεύθερο πνεύμα.

2. Να απλοποιούν τις διατυπώσεις που ισχύουν και να μειώνουν ή να καταργούν τα δικαστικά τέλη και κάθε άλλη οικονομική επιβάρυνση που καταβάλλεται από τους αλλοδαπούς εργαζόμενους ή τους εργοδότες τους.

3. Να κάνουν ελαστικότερους, είτε ατομικά είτε συλλογικά, τους κανονισμούς που ισχύουν για την απασχόληση των αλλοδαπών εργαζομένων και να αναγνωρίζουν:

4. Το δικαίωμα εξόδου των υπηκόων τους που επιθυμούν να αναπτύξουν κερδοφόρα δραστηριότητα στο έδαφος των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών.

'Αρθρο 19.

Δικαίωμα των μεταναστών εργατών και των οικογενειών τους για προστασία και αντίληψη.

Για εξασφάλιση της αποτελεσματικής εφαρμογής του δικαιώματος των μεταναστών εργατών και των οικογενειών τους για προστασία και αντίληψη στο έδαφος οποιουδήποτε άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

1. Να διατηρούν ή να εξασφαλίζουν την ύπαρξη κατάλληλων υπηρεσιών που θα απασχολούνται δωρεάν με την παροχή βοήθειας στους εργαζόμενους αυτούς και ιδίως με την παροχή σ' αυτούς σωστών πληροφοριών και να λαμβάνουν κάθε χρήσιμο μέτρο, μέσα στα πλαίσια που επιτρέπονται από την εθνική νομοθεσία και ρύθμιση, ενάντια σε κάθε απατηλή προπαγάνδα που αναφέρεται στη μετανάστευση και παλινόστηση.

2. Να λαμβάνουν, στα πλαίσια της δικαιοδοσίας τους, κατάλληλα μέτρα για να διευκολύνεται η αναχώρηση, το ταξίδι και η υποδοχή των εργαζομένων αυτών και των οικογενειών τους και να εξασφαλίζουν σ' αυτούς στα πλαίσια της δικαιοδοσίας τους, κατά τη διάρκεια του ταξιδιού τις απαραίτητες υγειονομικές και ιατρικές υπηρεσίες καθώς και καλές συνθήκες υγιεινής.

3. Να προωθούν τη συνεργασία, ανάλογα με την περίπτωση, μεταξύ των κοινωνικών υπηρεσιών, δημόσιων ή ιδιωτικών, των χωρών προέλευσης και υποδοχής.

4. Να εξασφαλίζουν στους εργαζόμενους αυτούς που βρίσκονται νόμιμα στο έδαφός τους, εφόσον τα θέματα αυτά ρυθμίζονται από τη νομοθεσία ή τη ρύθμιση ή υπάγονται στον έλεγχο των διοικητικών αρχών, ίδια μεταχείριση με τους υπηκόους τους αναφορικά με τα παρακάτω θέματα:

α) αμοιβή και άλλοι όροι απασχόλησης και εργασίας,

β) υπαγωγή σε συνδικαλιστικές οργανώσεις και απόλαυση των πλεονεκτημάτων που παρέχονται από τις συλλογικές συμβάσεις,

γ) στέγαση.

5. Να εξασφαλίζουν στους εργαζόμενους αυτούς που βρίσκονται νόμιμα στο έδαφός τους ίση μεταχείριση με τους υπηκόους τους αναφορικά με τους δασμούς, τους φόρους και τις εισφορές που σχετίζονται με την εργασία και καταβάλλονται με αφορμή την ιδιότητα του εργάτη.

6. Να διευκολύνουν, κατά το δυνατό, την επανασυγκέντρωση της οικογένειας του μετανάστη εργάτη στον οποίο έχει επιτραπεί να εγκατασταθεί στο έδαφός τους.

7. Να εξασφαλίζουν στους εργαζόμενους αυτούς που βρίσκονται νόμιμα στο έδαφός τους ίση μεταχείριση με τους υπηκόους τους από την άποψη της προσφυγής στη δικαιοσύνη σχετικά με τα ζητήματα που αναφέρονται στο άρθρο αυτό.

8. Να εξασφαλίζουν στους εργαζόμενους αυτούς που διαμένουν κανονικά στο έδαφός τους ότι θα μπορούν να απελαθούν μόνο σε περίπτωση που απειλούν την ασφάλεια του Κράτους ή παραβιάζουν τη δημόσια τάξη ή τα χρηστά ήθη.

9. Να επιτρέπουν, μέσα στα όρια που καθορίζονται από τη νομοθεσία, τη μεταφορά οποιουδήποτε τμήματος των αποδοχών και των οικονομιών των μεταναστών εργατών που αυτοί επιθυμούν να μεταφέρουν.

10. Να επεκτείνουν την προστασία και τη βοήθεια που προβλέπονται από το άρθρο αυτό και στους μετανάστες εργαζόμενους που εργάζονται για δικό τους λογαριασμό εφόσον αυτά τα μέτρα εφαρμόζονται και στην κατηγορία αυτή.

ΜΕΡΟΣ III

'Αρθρο 20.

Δεσμεύσεις.

1. Καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνει την υποχρέωση:

α) Να θεωρήσει το Μέρος I του Χάρτη ως διακήρυξη που καθορίζει τους αντικειμενικούς σκοπούς, την υλοποίηση των οποίων θα επιδιώξει με κάθε χρήσιμο μέσο σύμφωνα με τις διατάξεις της εισαγωγικής παραγράφου του Μέρους αυτού.

β) Να θεωρήσει ότι δεσμεύεται από πέντε τουλάχιστον

από τα παρακάτω άρθρα του Μέρους ΙΙ του Χάρτη: 1, 5, 6, 12, 13, 16 και 19.

γ) Να θεωρήσει ότι δεσμεύεται από συμπληρωματικό αριθμό άρθρων ή αριθμημένων παραγράφων του Μέρους ΙΙ του Χάρτη τα οποία θα διαλέξει, με την προϋπόθεση όμως ότι ο συνολικός αριθμός των άρθρων και των αριθμημένων παραγράφων που θα το δεσμεύουν δεν θα είναι κατώτερος από 10 άρθρα ή 45 αριθμημένες παραγράφους.

2. Τα άρθρα ή οι παράγραφοι που διαλέγονται σύμφωνα με τις διατάξεις των εδαφ. β) και γ) της παραγρ. 1 του άρθρου αυτού θα γνωστοποιούνται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης από το Συμβαλλόμενο Μέρος κατά τη στιγμή της κατάθεσης του κειμένου της επικύρωσης ή αποδοχής του.

3. Καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα μπορεί οποτεδήποτε μεταγενέστερα να δηλώνει με ανακοίνωσή του που θα απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα ότι θεωρεί ότι δεσμεύεται και με οποιοδήποτε άλλο άρθρο ή αριθμημένη παράγραφο που περιλαμβάνεται στο Μέρος ΙΙ του Χάρτη που δεν είχε μέχρι τώρα αποδεχθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παρ. 1 αυτού του άρθρου. Οι μεταγενέστερες αυτές δεσμεύσεις θα θεωρούνται αναπόσπαστο μέρος της επικύρωσης ή της αποδοχής και θα έχουν τα ίδια αποτελέσματα από την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία της ανακοίνωσης.

4. Ο Γενικός Γραμματέας θα κοινοποιήσει σε όλες τις κυβερνήσεις που υπογράφουν το Χάρτη και στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε ανακοίνωση που έχει λάβει σύμφωνα με το μέρος αυτό του Χάρτη.

5. Κάθε συμβαλλόμενο Μέρος θα διαθέτει σύστημα επιθεώρησης εργασίας ανάλογο με τις εθνικές του συνθήκες.

ΜΕΡΟΣ IV

Άρθρο 21.

Εκθέσεις για τις διατάξεις που έγιναν αποδεκτές.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα υποβάλλουν κάθε δύο χρόνια στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, σύμφωνα με τον τύπο που θα καθοριστεί από την Επιτροπή των Υπουργών, έκθεση σχετική με την εφαρμογή των διατάξεων του Μέρους ΙΙ του Χάρτη που έχουν αποδεχθεί.

Άρθρο 22.

Εκθέσεις σχετικά με τις διατάξεις που δεν έχουν γίνει αποδεκτές.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα υποβάλλουν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε κατάλληλα χρονικά διαστήματα και μετά από αίτημα της Επιτροπής των Υπουργών, εκθέσεις αναφερόμενες στις διατάξεις του Μέρους ΙΙ του Χάρτη που δεν είχαν αποδεχθεί κατά τη στιγμή της επικύρωσης ή της αποδοχής ή με μεταγενέστερη ανακοίνωση. Η Επιτροπή των Υπουργών θα καθορίσει σε κανονικά χρονικά διαστήματα, πάνω σε ποιές διατάξεις θα ζητηθούν οι εκθέσεις αυτές και ποιός θα είναι ο τύπος τους.

Άρθρο 23.

Κοινοποίηση αντιγράφων.

1. Καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα απευθύνει αντίγραφα των εκθέσεων που αναφέρονται στα άρθρα 21 και 22 στις εθνικές του οργανώσεις που είναι μέλη διεθνών οργανώσεων των εργοδοτών και των εργαζομένων και θα προσκληθούν σύμφωνα με το άρθρο 27 παρ. 2 να εκπροσωπηθούν στην Υποεπιτροπή της Κυβερνητικής Κοινωνικής Επιτροπής.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα διαβιβάζουν στο Γενικό Γραμματέα οποιαδήποτε παρατήρηση έχουν λάβει πάνω στις εκθέσεις αυτές από τις παραπάνω εθνικές οργανώσεις, αν αυτές το ζητήσουν.

Άρθρο 24.

Εξέταση των εκθέσεων.

Οι εκθέσεις που υποβάλλονται στο Γενικό Γραμματέα σε εφαρμογή των άρθρων 21 και 22 θα εξετάζονται από Επιτροπή εμπειρογνωμόνων, που θα έχει επίσης στη διάθεση της όλες τις παρατηρήσεις που θα έχουν διαβιβασθεί στο Γενικό Γραμματέα, σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 23.

Άρθρο 25.

Επιτροπή εμπειρογνωμόνων.

1. Η Επιτροπή εμπειρογνωμόνων θα αποτελείται από εφτά το πολύ μέλη που θα υποδεικνύονται από την Επιτροπή των Υπουργών από κατάλογο ανεξάρτητων εμπειρογνωμόνων με τη μεγαλύτερη ακεραιότητα του χαρακτήρα και αναγνωρισμένη ικανότητα στα διεθνή κοινωνικά θέματα οι οποίοι θα προτείνονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Τα μέλη της Επιτροπής θα διορίζονται για χρονική περίοδο έξι χρόνων· η θητεία τους θα είναι δυνατό να ανανεωθεί. Εν τούτοις η θητεία δύο από τα αρχικά μέλη θα λήξει με την παρέλευση τεσσάρων χρόνων.

3. Τα μέλη των οποίων η θητεία θα λήξει με τη συμπλήρωση της τετραετούς αρχικής περιόδου θα υποδεικνύονται με κλήρωση από την Επιτροπή των Υπουργών αμέσως μετά τον πρώτο διορισμό.

4. Μέλος της Επιτροπής εμπειρογνωμόνων που διορίστηκε σε αντικατάσταση μέλους του οποίου η θητεία δεν έχει λήξει θεωρείται ότι διορίζεται για το υπόλοιπο της θητείας του προκατόχου του.

Άρθρο 26.

Συμμετοχή της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας.

Η Διεθνής Οργάνωση Εργασίας θα προσκληθεί να ορίσει αντιπρόσωπό της που θα συμμετέχει συμβουλευτικά στις συζητήσεις των εμπειρογνωμόνων.

Άρθρο 27.

Υποεπιτροπή της Κυβερνητικής Κοινωνικής Επιτροπής.

1. Οι εκθέσεις των Συμβαλλόμενων Μερών καθώς και τα συμπεράσματα της Επιτροπής εμπειρογνωμόνων θα υποβάλλονται για εξέταση σε Υποεπιτροπή της Κυβερνητικής Κοινής Επιτροπής του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η Υποεπιτροπή αυτή θα αποτελείται από έναν αντιπρόσωπο από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος. Θα προσκαλέσει δύο το πολύ διεθνείς οργανώσεις εργοδοτών και εργαζομένων να αποστείλουν παρατηρητές, με συμβουλευτικά καθήκοντα, στις συνόδους της. Θα μπορεί επίσης να καλεί ως συμβούλους δύο το πολύ αντιπροσώπους διεθνών μη κυβερνητικών οργανώσεων που έχουν συμβουλευτικό χαρακτήρα στο Συμβούλιο της Ευρώπης, για θέματα που έχουν ιδιαίτερη ειδίκευση όπως είναι π.χ. η καλή κοινωνική διαβίωση και η οικονομική και κοινωνική προστασία της οικογένειας.

3. Η Υποεπιτροπή θα υποβάλλει στην Επιτροπή των Υπουργών έκθεση που θα περιέχει τα συμπεράσματά της και στην οποία θα επισυνάπτεται και η έκθεση της Επιτροπής εμπειρογνωμόνων.

Άρθρο 28.

Συμβουλευτική Συνέλευση.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα διαβιβάζει στη Συμβουλευτική Συνέλευση τα πορίσματα της Επιτροπής εμπειρογνωμόνων. Η Συμβουλευτική Συνέλευση θα κοινοποιεί στην Επιτροπή των Υπουργών τη γνώμη της πάνω στα πορίσματα αυτά.

Άρθρο 29.

Επιτροπή των Υπουργών.

Η Επιτροπή των Υπουργών, με την πλειοψηφία των δύο τρίτων (2/3) των μελών της, θα μπορεί με βάση την έκθε-

ση της Υποεπιτροπής και αφού έχει συμβουλευθεί τη Συμβουλευτική Συνέλευση να απευθύνει τις αναγκαίες συστάσεις σε καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

ΜΕΡΟΣ V

Άρθρο 30.

Εξαιρέσεις σε περίπτωση πολέμου ή δημόσιου κινδύνου.

1. Σε περίπτωση πολέμου ή δημόσιου κινδύνου που απειλεί τη ζωή του έθνους, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί να λάβει μέτρα παρέκκλισης από τις υποχρεώσεις που προβλέπει ο Χάρτης, στο μέτρο όμως που επιβάλλεται αυστηρά από την κατάσταση και με την προϋπόθεση ότι τα μέτρα αυτά δεν θα είναι αντίθετα με τις άλλες υποχρεώσεις που απορρέουν από το διεθνές δίκαιο.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που έχει κάνει χρήση του δικαιώματος αυτού θα ενημερώνει απόλυτα μέσα σε λογική προθεσμία το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης πάνω στα μέτρα που έλαβε και στους λόγους που τα επέβαλαν. Θα πρέπει επίσης να ενημερώνει το Γενικό Γραμματέα πάνω στην ημερομηνία από την οποία έπαψαν να ισχύουν τα μέτρα αυτά και εφαρμόζονται και πάλι πλήρως οι διατάξεις του Χάρτη που έχει αποδεχθεί.

3. Ο Γενικός Γραμματέας θα ενημερώνει τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη και το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας σχετικά με κάθε ανακοίνωση που θα έχει λάβει σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου αυτού.

Άρθρο 31.

Περιορισμοί.

1. Τα δικαιώματα και οι αρχές που εξαγγέλλονται στο Μέρος Ι, όταν θα εφαρμοσθούν αποτελεσματικά και η αποτελεσματική άσκηση των δικαιωμάτων και αρχών αυτών, όπως προβλέπεται στο Μέρος ΙΙ, δεν θα μπορούν να αποτελέσουν αντικείμενο περιορισμών που δεν προβλέπονται στα Μέρη Ι και ΙΙ με εξαίρεση τους περιορισμούς που προβλέπονται από το νόμο και που είναι αναγκαίοι σε μια δημοκρατική κοινωνία για την εγγύηση του σεβασμού των δικαιωμάτων και ελευθεριών και των λοιπών προσώπων ή για την προστασία της δημόσιας τάξης, της εθνικής ασφάλειας, της δημόσιας υγείας ή των χρηστών ηθών.

2. Οι περιορισμοί που επιβλήθηκαν σύμφωνα με το Χάρτη στα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που θεσπίζονται μ' αυτόν θα εφαρμόζονται μόνο για το σκοπό για τον οποίο προβλέφθηκαν.

Άρθρο 32.

Σχέσεις του Χάρτη και του εσωτερικού δικαίου ή των διεθνών συμφωνιών.

Οι διατάξεις του Χάρτη δεν θίγουν τις διατάξεις του εσωτερικού δικαίου και των συνθηκών, συμβάσεων ή διμερών ή πολυμερών συμφωνιών που ισχύουν ή θα ισχύσουν και θα είναι ευνοϊκότερες για τα προστατευόμενα πρόσωπα.

Άρθρο 33.

Εφαρμογή με τις συλλογικές συμβάσεις.

1. Στα Κράτη - Μέλη που οι διατάξεις των παραγράφων 1, 2, 3, 4 και 5 του άρθρου 2 των παραγράφων 4, 6 και 7 του άρθρου 7 και των παραγράφων 1, 2, 3 και 4 του άρθρου 10 του Μέρους ΙΙ του Χάρτη εξαρτώνται κανονικά από συμβάσεις που συνάπτονται μεταξύ εργοδοτών ή οργανώσεων εργοδοτών και οργανώσεων εργαζομένων ή εφαρμόζονται συνήθως με άλλο τρόπο και όχι με νόμο, τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να αναλάβουν τις αντίστοιχες δεσμεύσεις και οι δεσμεύσεις αυτές θα θεωρούνται ότι εκπληρούνται όταν οι διατάξεις αυτές θα εφαρμόζονται στη μεγάλη πλειοψηφία των ενδιαφερόμενων εργαζομένων με συλλογικές συμβάσεις ή με άλλα μέσα.

2. Στα Κράτη Μέλη, που οι διατάξεις αυτές εξαρτώνται κανονικά από τη νομοθεσία, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα μπορούν επίσης να αναλάβουν αντίστοιχες δεσμεύσεις και οι δεσμεύσεις αυτές θα θεωρούνται ότι εκπληρούνται όταν οι διατάξεις αυτές θα εφαρμόζονται με το νόμο στη μεγάλη πλειοψηφία των ενδιαφερόμενων εργαζομένων.

Άρθρο 34.

Εδαφική εφαρμογή.

1. Ο Χάρτης εφαρμόζεται στα μητροπολιτικά εδάφη κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους. Κάθε κυβέρνηση που τον υπογράφει μπορεί κατά την υπογραφή ή την κατάθεση του οργάνου επικύρωσης ή αποδοχής της να προσδιορίσει με έγγραφη δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης τα εδάφη που θεωρούνται για το σκοπό αυτόν ως μητροπολιτικά.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί κατά τη στιγμή της επικύρωσης ή της αποδοχής του Χάρτη ή και μεταγενέστερα να δηλώσει με έγγραφη ανακοίνωση στο Γεν. Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, ότι ο Χάρτης, στο σύνολό του ή εν μέρει, θα εφαρμοσθεί σε εκείνο ή εκείνα τα μη μητροπολιτικά εδάφη που αναφέρονται στην ανακοίνωση αυτή και των οποίων εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις ή για τα οποία αναλαμβάνει τη διεθνή ευθύνη.

Στη δήλωση αυτή θα προσδιορίζει τα άρθρα ή τις παραγράφους του Μέρους ΙΙ του Χάρτη που αποδέχεται ως υποχρεωτικές αναφορικά για καθένα από τα καθοριζόμενα στη δήλωση του εδάφη.

3. Ο Χάρτης θα εφαρμοσθεί στο έδαφος ή στα εδάφη τα οποία ορίζονται στην ανακοίνωση που προβλέπεται στην προηγούμενη παράγραφο, από την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Γραμματέας θα έχει λάβει την ανακοίνωση της δήλωσης αυτής.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, οποτεδήποτε μεταγενέστερα, με ανακοίνωση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να δηλώνει ότι αναφορικά με ένα ή περισσότερα εδάφη στα οποία εφαρμόζεται ο Χάρτης, σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου αυτού, αποδέχεται ως υποχρεωτικό οποιοδήποτε άρθρο ή αριθμημένη παράγραφο που δεν είχε μέχρι τώρα αποδεχθεί ως προς το έδαφος ή τα εδάφη αυτά. Οι μεταγενέστερες αυτές υποχρεώσεις θα θεωρούνται αναπόσπαστο τμήμα της αρχικής δήλωσης αναφορικά με το συγκεκριμένο έδαφος και θα έχουν τα ίδια αποτελέσματα μετά την τριακοστή ημέρα από την ημέρα της ανακοίνωσης.

5. Ο Γενικός Γραμματέας θα κοινοποιεί σε όλες τις κυβερνήσεις που υπογράφουν το Χάρτη και στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας οποιαδήποτε ανακοίνωση που θα του έχει διαβιβασθεί σύμφωνα με το άρθρο αυτό.

Άρθρο 35.

Υπογραφή, επικύρωση, έναρξη ισχύος.

1. Ο Χάρτης είναι ανοικτός για υπογραφή από τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης. Θα επικυρωθεί ή θα γίνει αποδεκτός. Τα όργανα επικύρωσης ή αποδοχής θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα.

2. Ο Χάρτης θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία κατάθεσης του πέμπτου οργάνου επικύρωσης ή αποδοχής.

3. Για κάθε Κράτος που θα τον επικυρώσει μεταγενέστερα, ο Χάρτης θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία κατάθεσης του οργάνου επικύρωσης ή αποδοχής.

4. Ο Γενικός Γραμματέας θα γνωστοποιήσει σε όλα τα Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας την έναρξη ισχύος του Χάρτη, από τα ονόματα των Συμβαλλόμενων Μερών που θα τον έχουν επικυρώσει ή αποδεχθεί και την κατάθεση κάθε οργάνου μεταγενέστερης επικύρωσης ή αποδοχής.

'Αρθρο 36.

Τροποποιήσεις.

Κάθε Μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης μπορεί να προτείνει τροποποιήσεις του Χάρτη με κοινοποίησή του στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας θα διαβιβάσει στα άλλα Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης τις προτεινόμενες τροποποιήσεις που θα εξετασθούν από την Επιτροπή των Υπουργών και θα υποβληθούν για γνωμοδότηση στη Συμβουλευτική Συνέλευση. 'Οποια τροποποίηση θα εγκρίνεται από την Επιτροπή των Υπουργών θα αρχίζει να ισχύει την τριακοστή ημέρα από τότε που όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα είχαν γνωρίσει στο Γενικό Γραμματέα την αποδοχή της. Ο Γενικός Γραμματέας θα γνωστοποιήσει σε όλα τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας την έναρξη ισχύος των τροποποιήσεων αυτών.

'Αρθρο 37.

Καταγγελία.

1. Συμβαλλόμενο Μέρος δεν θα μπορεί να καταγγείλει το Χάρτη πριν περάσει πενταετία από την ημερομηνία που τέθηκε σε ισχύ για το Μέρος αυτό ή πριν περάσει κάθε άλλη μεταγενέστερη διετής περίοδος και πριν κοινοποιηθεί προειδοποίηση πριν έξι μήνες στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης ο οποίος θα ενημερώσει τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη και το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας. Η καταγγελία αυτή δεν θίγει την εγκυρότητα του Χάρτη για τα υπόλοιπα Συμβαλλόμενα Μέρη, με την επιφύλαξη όμως ότι ο αριθμός τους δεν θα είναι ποτέ μικρότερος των πέντε.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, σύμφωνα με τους όρους των διατάξεων της προηγούμενης παραγράφου, να καταγγείλει οποιοδήποτε άρθρο ή παράγραφο του Μέρους ΙΙ του Χάρτη που έχει αποδεχθεί, με την επιφύλαξη ότι ο αριθμός των άρθρων ή των παραγράφων με τον οποίο θα δεσμεύεται το Συμβαλλόμενο αυτό Μέρος δεν θα είναι κατώτερος από 10 στην πρώτη περίπτωση και από 45 στη δεύτερη και ότι ο αριθμός αυτός των άρθρων ή των παραγράφων θα εξακολουθεί να περιλαμβάνει μεταξύ εκείνων που διάλεξε το Συμβαλλόμενο αυτό Μέρος και τα άρθρα για τα οποία γίνεται ειδική μνεία στο άρθρο 20 παράγρ. 1 (εδάφ. β).

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να καταγγείλει το Χάρτη ή οποιοδήποτε άρθρο ή παράγραφο του Μέρους ΙΙ του Χάρτη, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που προβλέπονται στην παράγραφο 1 αυτού του άρθρου, αναφορικά με κάθε έδαφος στο οποίο εφαρμόζεται ο Χάρτης με δήλωση που θα γίνεται σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 34.

'Αρθρο 38.

Παράρτημα.

Το Παράρτημα στο Χάρτη αποτελεί αναπόσπαστο μέρος του.

Για επιβεβαίωση των παραπάνω οι υπογράφοντες, κατάλληλα εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν το Χάρτη.

'Εγινε στο Τουρίνο στις 18 Οκτώβρη 1961, στη γαλλική και αγγλική γλώσσα, κείμενα που είναι το ίδιο αυθεντικά σε ένα μόνο αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας θα κοινοποιήσει πιστά κυρωμένα αντίγραφα σε όλους τους υπογράφοντες.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΤΟΥ ΚΟΙΝΩΝΙΚΟΥ ΧΑΡΤΗ

'Εκταση του Κοινωνικού Χάρτη αναφορικά με τα προστατευόμενα πρόσωπα.

1. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 12 παρ. 4 και του άρθρου 13 παρ. 4, στα πρόσωπα που αναφέρονται στα άρθρα 1 - 17 δεν περιλαμβάνονται οι αλλοδαποί, εκτός αν είναι υπήκοοι των Συμβαλλόμενων Μερών και διαμένουν νόμιμα ή εργάζονται κανονικά στο έδαφος του ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Μέρους, ενώ εξυπακούεται ότι τα προαναφερόμενα άρθρα θα ερμηνεύονται με το πνεύμα των διατάξεων των άρθρων 18 και 19. Η ερμηνεία αυτή δεν αποκλείει την επέκταση ανάλογων δικαιωμάτων και σε άλλα πρόσωπα από οποιοδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα παρέχει στους πρόσφυγες που περιλαμβάνονται στον ορισμό που δίνει η Σύμβαση της Γενεύης της 29 Ιουλίου 1951, σχετικά με την κατάσταση των προσφύγων και διαμένουν κανονικά στο έδαφός του ίση κατά το δυνατό μεταχείριση και σε κάθε περίπτωση όχι λιγότερο ευνοϊκή από εκείνη για την οποία έχει δεσμευθεί με τη Σύμβαση του 1951 καθώς και με άλλες διεθνείς συμφωνίες που ισχύουν και εφαρμόζονται στους πρόσφυγες που προαναφέρονται.

Μέρος Ι παράγραφος 18 και Μέρος ΙΙ άρθρο 18 παράγρ. 1.

Είναι ευνόητο ότι οι διατάξεις αυτές δεν αναφέρονται στην είσοδο στο έδαφος των Συμβαλλόμενων Μερών και δεν θίγουν τις διατάξεις της Ευρωπαϊκής Σύμβασης εγκατάστασης που υπογράφτηκε στο Παρίσι στις 13 Δεκέμβρη 1955.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ

'Αρθρο 1, παράγραφος 2.

Η διάταξη αυτή δεν θα πρέπει να ερμηνεύεται ότι απαγορεύει ή ότι επιτρέπει τις ρήτρες ή πρακτικές συνδικαλιστικής ασφάλειας.

'Αρθρο 4, παράγραφος 4.

Η διάταξη αυτή θα ερμηνεύεται με τέτοιο τρόπο ώστε να μην απαγορεύει την άμεση απόλυση σε περίπτωση σοβαρού παραπτώματος.

'Αρθρο 4, παράγραφος 5.

Είναι ευνόητο ότι ένα Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί να αναλάβει τη δέσμευση που απαιτείται από την παράγραφο αυτή αν οι κρατήσεις πάνω στο μισθό απαγορεύονται για τη μεγάλη πλειοψηφία των εργαζομένων είτε από το νόμο είτε από τις συλλογικές συμβάσεις ή διαιτητικές αποφάσεις, με μοναδική εξαίρεση τα πρόσωπα που δεν καλύπτονται από τα κείμενα αυτά.

'Αρθρο 6, παράγραφος 4.

Είναι ευνόητο, ότι κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, καθόσο το αφορά, να ρυθμίσει την άσκηση του δικαιώματος της απεργίας με το νόμο, με τον όρο ότι οποιοσδήποτε ενδεχόμενος περιορισμός του δικαιώματος αυτού θα μπορεί να δικαιολογηθεί σύμφωνα με τους όρους του άρθρου 31.

'Αρθρο 7, παράγραφος 8.

Είναι ευνόητο ότι ένα Συμβαλλόμενο Μέρος θα έχει εκπληρώσει τη δέσμευση που απαιτείται στην παράγραφο αυτή αν συμμορφώνεται προς το πνεύμα της δέσμευσης αυτής, προβλέποντας στη νομοθεσία του ότι η μεγάλη πλειοψηφία των κάτω των 18 ετών ανηλίκων δεν θα απασχολείται σε νυχτερινή εργασία.

'Αρθρο 12, παράγραφος 4.

Οι λέξεις «και με την επιφύλαξη των προϋποθέσεων που καθορίζονται στις συμφωνίες αυτές» που βρίσκονται στην εισαγωγή αυτής της παραγράφου θεωρούνται ότι σημαίνουν ότι, αναφορικά με τις παροχές που υπάρχουν ανεξάρτητα με σύστημα που βασίζεται στη συνεισφορά, ένα Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί να απαιτήσει τη συμπλήρωση ορισμένης περιόδου διαμονής προτού χορηγήσει τις παροχές αυτές στους υπηκόους άλλων Συμβαλλόμενων Μερών.

'Αρθρο 13, παράγραφος 4.

Οι κυβερνήσεις που δεν είναι Μέρη της Ευρωπαϊκής Σύμβασης κοινωνικής και ιατρικής αντίληψης θα μπορούν να επικυρώσουν τον Κοινωνικό Χάρτη αναφορικά με την παράγραφο αυτή, με την επιφύλαξη ότι θα παρέχουν στους υπηκόους των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών μεταχείριση σύμφωνα με τις διατάξεις της εν λόγω Σύμβασης.

'Αρθρο 19, παράγραφος 6.

Για την εφαρμογή της διάταξης αυτής, οι όροι «οικογένεια του μετανάστη εργάτη» ερμηνεύονται, ότι καλύπτουν τουλάχιστον τη σύζυγο του εργαζόμενου και τα παιδιά του που είναι κάτω των 21 ετών και τον βαρύνουν.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ

Είναι ευνόητο ότι ο Χάρτης περιέχει νομικές δεσμεύσεις διεθνούς χαρακτήρα, η εφαρμογή των οποίων υπόκειται μόνο στον έλεγχο που αναφέρεται στο Μέρος IV.

'Αρθρο 20, παράγραφος 1.

Είναι ευνόητο ότι οι «αριθμημένες παράγραφοι» θα μπορούν να περιλαμβάνουν άρθρα που περιέχουν μια μόνο παράγραφο.

ΜΕΡΟΣ V

'Αρθρο 30.

Οι όροι «σε περίπτωση πολέμου ή σε περίπτωση άλλου δημόσιου κινδύνου» θα ερμηνεύονται με τέτοιο τρόπο ώστε να καλύπτουν επίσης την απειλή πολέμου.

'Αρθρο δεύτερο.

1. Από τις διατάξεις του Ευρωπαϊκού Κοινωνικού Χάρτη, που κυρώνεται με το νόμο αυτόν, δεν δεσμεύουν την Ελλάδα οι διατάξεις των άρθρων 5 και 6.

2. Με προεδρικά διατάγματα, που εκδίδονται με πρόταση του Υπουργού Εργασίας και των άλλων αρμόδιων ανάλογα με την περίπτωση Υπουργών, θα είναι δυνατό να γίνουν δεσμευτικές για τη χώρα και οι διατάξεις που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο.

'Αρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού, καθώς και του Κοινωνικού Χάρτη που κυρώνεται με αυτόν, αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 19 Μαρτίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΟΤΤΑΚΗΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΚΟΙΝ. ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 20 Μαρτίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ